

Axel WEIPERT, *Die Zweite Revolution. Rätebewegung in Berlin 1919/1920* [La Deuxième Révolution. Le mouvement des conseils à Berlin, 1919-1920], be.bra-wissenschaft Verlag, Berlin-Brandenburg, 2015, 476 p., 32,00 €.

L'histoire du mouvement des conseils semblait de l'histoire périmée depuis longtemps après une myriade d'études dans les années 60 et 70 dans les deux parties de l'Allemagne, souvent sous des bannières idéologiques très nettes : démocratie contre dictature. Après un long sommeil historiographique sur les événements révolutionnaires allemands, après la prétendue « chute du communisme », des études importantes sur le mouvement des conseils sont apparues en 2013 avec un volume consacré au Conseil des ouvriers et des soldats de Hambourg¹. L'étude d'Axel Weipert, publiée à Berlin en 2015, est un apport très notable de la nouvelle historiographie après la chute du mur, cette fois consacrée à la « deuxième révolution », la deuxième phase du mouvement des conseils après la défaite ouvrière de janvier 1919 à Berlin.

L'INTÉRÊT HISTORIOGRAPHIQUE DE LA THÈSE DE WEIPERT

Malgré son importance capitale pour l'histoire révolutionnaire, le mouvement des conseils en Allemagne, actif entre 1918 et 1920, a été largement occulté par l'historiographie bourgeoise, qu'elle soit «libérale démocratique» ou de « gauche » (social-démocrate et stalino-'communiste').

Les conseils d'ouvriers et de soldats, nés de la défaite militaire en novembre 1918, vite repris en mains par le SPD, avaient un double objectif : un bouleversement politique, semblant prolonger la « révolution démocratique bourgeoise » de 1848, visant à «moderniser» les structures de l'État impérialiste allemand, et un bouleversement social radical, dans le sillage de la Révolution russe : la révolution socialiste internationale marquée par la prise du pouvoir par les ouvriers en armes organisés en conseils.

Ce point apparaît de façon épisodique dans la thèse d'Axel Weipert qui sort peu souvent du cadre allemand, voire berlinois.

Pour les historiens de droite, les conseils évoquaient le spectre de la «révolution communiste» assimilée au «communisme» d'État (autrement dit le CAPITALISME D'ÉTAT), dont la DDR/RDA fut l'un des plus beaux fleurons.

Pour de nombreux historiens étiquetés à gauche, les conseils avaient pour vocation d'être transitoires. Ils ne pouvaient rester en vie en continuant à exprimer la volonté révolutionnaire des ouvriers, mais devaient se plier à la politique des partis, celle des « partis ouvriers », des sociaux-démocrates (SPD et USPD) au parti communiste, dans le cadre d'un vaste front unique politique et syndical. Le pouvoir des conseils ouvriers devait surgir non par en bas mais par en haut, les partis et syndicats «ouvriers» étant rattachés à la démocratie «socialiste» de Weimar.

La nécessité d'un front unique des «partis ouvriers» était le leitmotiv des trotskystes (Pierre Broué, *La Révolution allemande*, 1971, et même Chris Harman, *The Lost Revolution 1917-1923*, 1982). Tous deux faisaient de l'année 1923, et non des années 1919-1920, l'occasion unique pour saisir *par en haut* le pouvoir au nom du « front unique» des partis et syndicats «ouvriers».

Weipert, autant dans ses analyses que dans sa bibliographie évite de mentionner les thèses trotskystes, où les conseils ouvriers ne sont plus l'auto-organisation ouvrière elle-même mais une sorte d'«informe parlement ouvrier» formé et contrôlé par les «partis ouvriers», même s'il s'agit du parti des fusilleurs, celui de Noske-Ebert-Scheidemann.

¹ Stalman Volker, Hanisch Marc & Wulf-Rheidt Ulrike, *Der Hamburger Arbeiter-, und Soldatenrat, 1918/19*. Eingel. v. Volker Stalman. Unter Mitwirkung von Jutta Stehling. (Quellen zur Geschichte der Rätebewegung in Deutschland 1918/19, Bd. 4.), Droste, Düsseldorf, 2013, 1.101 p., € 160.

Tout en signalant ici ou là leur intervention militante, Weipert ne partage certes pas l'analyse radicale des communistes des conseils (Gorter et Pannekoek, AAU et KAPD). Son livre défend l'idée que la révolution ouvrière repose à *la base* sur l'organisation des conseils ouvriers et des conseils d'usine (*Betriebsräte*) qui lui sont rattachés. Eux seuls pouvaient sauver la révolution en Allemagne frappée sauvagement par la répression social-démocrate. Cette dernière s'était intégrée dans l'État capitaliste allemand et dirigeait une contre-révolution implacable reposant sur les mercenaires des corps francs commandés par les officiers de la Reichswehr.

*

* *

Ce livre, dont nous donnons *infra* en résumé les plus grandes lignes de force, démontre que le pouvoir des conseils ouvriers ne fut pas une simple parenthèse, parce qu'officiellement en décembre 1918, une large majorité des ouvriers – sous le rouleau compresseur de la violence militaire et de la politique du SPD – remit tout le pouvoir à l'Assemblée constituante, mettant ainsi fin à un bref état de double pouvoir.

Le mouvement des conseils était officiellement enterré par le SPD, instigateur de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Malgré l'écrasement de l'insurrection de janvier 1919, le mouvement des conseils reprit son essor avec les grèves massives de mars 1919 à Berlin (au moins un million de grévistes). Ces grèves, comme les insurrections qui se déroulèrent jusqu'en 1920-1921 (bassin de la Ruhr, Allemagne centrale en particulier) furent toutes portées par un robuste mouvement des conseils qui n'avait pas encore déposé les armes et refusait de capituler devant l'ordre bourgeois.

Résumons les points importants de ce gros ouvrage (environ 480 pages, annexes incluses).

La grève générale à Berlin (mars 1919)

Weipert de manière très détaillée souligne le rôle des conseils dans le mouvement de grève de mars 1919. Il voit surtout dans la mauvaise coordination du mouvement, ses divisions, la raison majeure de sa défaite : l'USPD et le KPD avaient leur propre direction de grève. Le parti indépendant USPD, très largement majoritaire dans les conseils, continuait à agir de concert avec le SPD, dans l'Assemblée générale (*Vollversammlung*) des conseils ouvriers et de soldats du Grand-Berlin. Or, avant même que la grève générale eut commencé à Berlin, le mouvement gréviste avait été brisé dans d'autres parties du Reich.

De manière caractéristique, les tracts du SPD dénonçaient la grève comme « bolchevique », et donc criminelle, la social-démocratie travaillant elle à une authentique « socialisation » pacifique et ordonnée, sans effusion de sang :

« Travailleurs, ne vous laissez pas duper ! Les agents stipendiés du vacarme spartaco-bolchevique sont de nouveau à l'œuvre pour immobiliser les entreprises... Là où ils sont à l'œuvre règnent violence et crime. Toute activité productive ordonnée pour reconstruire notre économie est méthodiquement paralysée. Pensez à la Russie où la domination bolchevique a fait des centaines de milliers de victimes... Mais on doit socialiser et cela sera mis en œuvre ... Travailleurs, ne vous laissez pas illusionner par des finasseries démagogiques. Le gouvernement socialiste (*sic*) est en ordre de marche (*sic*), malgré tout. » (Weipert, p. 126)

Pas d'effusion de sang ? Les grèves de mars à Berlin furent réprimées féroce­ment par les corps francs (plus de 2.000 morts ouvriers, y compris des enfants), la presse USPD (*Die Freiheit*) et KPD (*Rote Fahne*) étant interdites par la force des armes. S'il y eut des réactions armées des ouvriers contre l'état de siège militaire, elles furent très minoritaires et totalement désorganisées. Les soldats dits « républicains » (RSW formée par le SPD) et les restes de la division de la marine du peuple (VMD)² furent encerclés et désarmés sans ménagement par le corps d'armée du baron Von Lüttwitz fort de 31.000 soldats bien entraînés, lourdement armés et prêts à tout. Noske organisa brutalement le massacre : « *Toute personne qui se trouve combattre les armes à la main les troupes gouvernementales sera immédiatement passée par les*

² Klaus Gietinger: *Blaue Jungs mit roten Fahnen – Die Volksmarinedivision 1918/19*, Unrast Verlag, Münster 2019.

armes ». Son appel au meurtre fut entendu jusque dans les prisons : des militants emprisonnés comme Léo Jogiches, chef spartakiste et ancien compagnon de Rosa Luxemburg, ou Heinrich Dorrenbach (un des commandants militaires de la VMD), furent abattus pour «tentative de fuite».

Le massacre oublié devant le Reichstag (janvier 1920)

L'un des grands mérites de l'étude de Weipert est de rappeler les massacres oubliés commis par la soldatesque aux ordres du SPD. Tel celui qui se déroula devant le Reichstag (13 janvier 1920), alors qu'était portée à l'ordre du jour la loi sur les comités d'entreprise (*Betriebsrätegesetz*), dont l'instauration avait pour seul but de briser les revendications ouvrières. La police de sécurité (Sipo) formée par le gouvernement (composée d'anciens membres des corps francs commandés par des officiers de l'armée) tira sur l'immense foule des manifestants (plus de 100.000), surtout KPD et USPD, qui refusait l'adoption de la loi sur les conseils d'entreprise et donc la suppression du pouvoir des conseils dans toutes les entreprises. Le bilan fut de 42 morts et d'au moins 100 blessés, la Sipo utilisant des armes de guerre : grenades et mitrailleuses.

La terreur des corps francs était donc légalisée (et banalisée) par le SPD, avant qu'elle ne devienne systématique lors du putsch de Kapp (mars 1920) et de l'écrasement de l'Armée rouge de la Ruhr (avril 1920).

Weipert ne voit pas dans le massacre devant le Reichstag un malheureux concours de circonstances, où les extrémistes « rouges » auraient joué les provocateurs, comme libéraux et social-démocrates l'affirment pour mieux sanctifier la répression étatique :

«Le 13 janvier est à bien des égards un cas d'école caractéristique de la situation politique de l'Allemagne de cette époque. Il a montré de manière particulièrement claire à quel point la conception de la politique était fondamentalement différente dans le mouvement des conseils, d'une part, et dans les institutions établies d'autre part. (...) Alors que les parlementaires délibéraient dans le bâtiment du Reichstag, les manifestants se tenaient dehors, privés de tout droit de prise de parole directe, sous la menace et finalement bombardés par les organes armés de l'État. On a cru devoir protéger du peuple les représentants du peuple. Et de façon délibérée... Ce n'était pas la volonté du peuple et sa liberté d'expression qui étaient centrales, mais la seule liberté d'expression des parlementaires» (p. 185).

La *Rote Fahne* du 14 janvier 1920 résume sans ambages la situation : il s'agissait non d'une protestation « populaire » contre la loi des comités d'entreprise mais bien d'une **lutte sans merci entre « le parlement bourgeois » et « les larges masses des ouvriers et employés »**.

La centrale des conseils d'usine révolutionnaires (revolutionäre Betriebszentrale)

Weipert fait également œuvre de pionnier lorsqu'il retrace la brève histoire de la Centrale révolutionnaire des conseils d'entreprise, grâce à laquelle les militants de base continuèrent à donner une structure aux conseils. Après l'échec de la grève de mars 1919, le Comité exécutif des conseils (*Vollzugsrat*) fut finalement interdit en novembre. La centrale des conseils d'usine fut fondée à Halle les 27 et 28 juillet 1919 lors d'une conférence interrégionale. Elle domina à Berlin, dans la Ruhr et dans la région de Halle-Merseburg. Son poids réel permit de fonder une *école des conseils (Räteschule)*, où de futurs dirigeants intellectuels du KAPD – comme Albert Fister, et surtout Alexander Schwab – jouèrent un grand rôle.

Les conseils d'usine ne connurent guère d'essor local, mais rebondirent brièvement lors de la réaction massive des ouvriers contre le putsch de Kapp. Lors du congrès de ces conseils d'usine à Berlin (5-7 octobre 1920), seulement 26.000 membres avaient adhéré à la Centrale.

Mais ensuite, le mouvement des conseils d'entreprise joua plus un rôle dérisoire, et pour cause : les conseils d'usine furent absorbés par les syndicats officiels (*Freie Gewerkschaften*). Les partisans d'un « pur mouvement des conseils », comme Richard Müller furent intégrés dans le mouvement syndical créé par le KPD.

Le mouvement des conseils d'usine révolutionnaires, devenu groupusculaire, fut porté par les communistes des conseils organisés dans le KAPD et les unions (AAU et AAUD-E). Weipert les mentionne à peine, mais à travers son immense recherche dans les archives de l'ex-RDA émergent des

noms importants de militants : Kurt Nettball, Paul Wagner, Leo Fichtmann, ainsi qu'Anna Classe qui sera déléguée du KAPD au 3^e congrès du Komintern à Moscou³. Weipert est taiseux sur leur itinéraire du KAPD au KPD, puis finalement au SED après 1945.

Des Conseils d'élèves

Weipert fait également un travail pionnier lorsqu'il se penche en détail sur les conseils d'élèves et apprentis et surtout de chômeurs, apparus en 1919. Dans les années 1919-1920 l'idée des conseils n'était pas seulement ancrée dans les grandes usines de Berlin, mais dans une grande partie de la société, en particulier la jeunesse scolaire, celle des apprentis.

À l'été 1919, se déclencha à Berlin une vaste grève des élèves, portée par l'activité des conseils d'élèves (*Schülerräte*). Ceux-ci n'étaient pas socialement homogènes. Comme le souligne dans sa préface Weipert, les conseils n'étaient pas naturellement «révolutionnaires». Dans les quartiers bourgeois de Berlin, les conseils d'élèves se mobilisèrent pour que Robert, le fils du dirigeant communiste assassiné Karl Liebknecht, soit renvoyé de son lycée l'année du baccalauréat. Les rejetons de la bourgeoisie ne voulaient pas se contaminer au contact du fils d'un chef «rouge». Cependant, parmi ces conseils d'élèves de Berlin, *les conseils réactionnaires étaient en très forte minorité*, la haine du militarisme prédominant dans la jeunesse scolarisée.

La majorité des conseils d'élèves qui menèrent la grève scolaire en 1919 étaient des apprentis ouvriers. Ceux-ci subissaient une véritable dictature de la part de la direction des écoles et de maints enseignants. Sur eux pesaient les punitions corporelles et la menace de détention, les élèves étant militarisés dans des compagnies de jeunesse de préparation militaire à la grande boucherie.

Chez les ouvriers apprentis prédominaient les organisations de jeunesse social-démocrates : l'association de la jeunesse social-démocrate du Grand-Berlin (1.800 membres à l'été 1919) et surtout la Libre jeunesse socialiste (FSJ) (6.000 membres à l'automne 1919 dont l'organe était *die Junge Garde*), qui s'orientèrent vers le KPD, puis le KAPD en avril 1920.

C'est la FSJ qui fut le moteur en juin 1919 de la formation des conseils d'élèves, sous l'impulsion de Paul Schiller (futur dirigeant du KAPD). L'organisation comptait plus de 10.000 apprentis et jeunes travailleurs qui s'étaient radicalisés contre la dictature scolaire et les brimades, pour la suppression dans les écoles des symboles impériaux. Ils ne reçurent aucun appui tant du SPD que de l'USPD. Les soldats de la division de cavalerie de la garde fermèrent les rues menant aux assemblées d'élèves par des postes de mitrailleurs... Par contre - selon le témoignage d'un ancien du KAPD, Kurt Nettball - les ouvriers de Berlin manifestèrent ostensiblement leur solidarité avec les jeunes apprentis.

La formation de ces conseils scolaires qui s'appuyaient sur un réseau d'«hommes de confiance», comme dans les usines n'était pas un cas isolé berlinois : on retrouve le même processus à Munich pendant la république des conseils.

Les conseils de chômeurs de Berlin

Le chômage devient un facteur dominant de la vie politique allemande dès décembre 1918 avec la démobilisation et la mise en veilleuse de l'économie de guerre. Huit millions de soldats et 2,5 millions d'ouvriers de l'armement se retrouvaient sans travail tout comme les réfugiés des zones rattachées à la France et à la Pologne. Aussi, en 1919-1920, Berlin regroupait un quart des chômeurs allemands recevant une allocation.

Rapidement des maladies, comme la tuberculose et le rachitisme, apparurent chez les enfants prolétaires, tandis que la faim poussait régulièrement leur famille à des pillages de magasins alimentaires.

³ Pour une biographie politique des principaux membres du KAPD (en allemand), cf. Ph. Bourrinet, *Lexikon des deutschen Rätekommunismus 1920-1960*, éditions « moto proprio », Paris, 1^{er} juillet 2017. Prix : 30 €.

Les chômeurs connaissaient un réel processus de politisation – quand ils ne succombaient pas à la vaine attente d'aumônes de la part d'un État « socialiste » qui n'hésitait pas à les réprimer sans pitié. À l'été 1919, 200.000 chômeurs et bas-revenus participèrent à la grève des loyers. Organisés en conseils de chômeurs, ils occupèrent les entreprises, demandant du travail et du pain. Mais ces tentatives de prendre en main l'organisation de la production échouèrent.

À côté de ces conseils de chômeurs, apparurent dès septembre 1920 des comités d'action dirigés par des militants du KAPD, tel Leo Fichtmann, qui exercèrent une vigoureuse propagande par le fait. Dénoncés comme provocateurs par les syndicats officiels mais aussi des chefs du KPD, comme Heinrich Brandler, les militants radicaux des comités d'action demandèrent la destruction des syndicats et l'élimination de la bonzocratie (*Bonzentum*).

Plus politisés, ces chômeurs radicaux se retrouvèrent finalement isolés des ouvriers ayant conservé leur travail. Portés par l'espoir que les conseils ouvriers prendraient rapidement le pouvoir pour donner du pain et du travail pour tous, les chômeurs radicaux organisés ou non s'affirmèrent comme des « Enragés » du mouvement des conseils.

Les femmes dans le mouvement des conseils : minorités et minorisées

Comme dans les autres pays en guerre les femmes prirent de l'importance mais comme substituts des hommes envoyés se faire tuer sur le front. Leur présence dans la construction de machines à Berlin devint indispensable : de 29.000 avant 1914, leur nombre passa à 100.000. La discrimination salariale devint tout aussi éclatante : leur salaire oscillait entre 45 à 60 p. 100 du salaire masculin moyen. Après le 9 novembre, avec le retour des hommes du front, elles furent les premières licenciées, en particulier les femmes mariées et les étrangères à Berlin.

Dans les élections il n'y eut jamais de proportionnalité hommes/femmes. Dans la praxis des conseils, les femmes ne jouèrent presque aucun rôle. Dans le deuxième congrès des conseils (avril 1919), aucune femme visible parmi les élus ! Les procès-verbaux de congrès témoignent qu'aucune femme ne prit la parole ! Lorsque l'une d'elles était employée à la rédaction du verbatim, elle gagnait 30 p. 100 de moins que son collègue masculin. Lors de réunions des comités d'action révolutionnaires en mars 1920 aucun nom de femme n'apparaît. Même dans les conseils de chômeurs, elles jouèrent un rôle très subordonné. Pourtant, elles participèrent activement à la grève de mars 1919, voire à ses combats de rues, ainsi qu'à la manifestation devant le Reichstag le 13 janvier 1920. Le mouvement des conseils, même chez les plus radicaux, ne mit pas fin, bien au contraire, à la pesante mentalité de domination masculine

Weipert doit le confesser – les femmes ne jouaient «*presque aucun rôle*» dans la praxis des conseils (p. 336).

Appréciation du livre : présupposés idéologiques et une trop grande centralité de Berlin

Weipert aimerait profiler le mouvement des conseils de la «deuxième révolution» comme une alternative «aux structures bureaucratiques, *parfois même assez autoritaires* (sic), du mouvement ouvrier organisé» (p. 13). De façon très «centriste», il brode le manteau d'une troisième voie entre la démocratie parlementaire marquée par la social-démocratie (de droite comme de gauche) et la dictature des conseils de type « communiste ».

Néanmoins, l'auteur a tendance à idéaliser «la deuxième révolution des conseils » comme résurgence du mouvement des conseils d'origine sans chercher à marquer nettement les phases de son déclin.

La très grande richesse de l'ouvrage ne peut cacher certaines faiblesses :

- Peu de données sur les courants de protestation formés à la base du mouvement, dans les grandes entreprises. Weipert discute certes des influences des partis de gauche et des syndicats sur le mouvement, sur plus d'une centaine de pages. mais l'auteur se concentre, comme dans l'ancienne historiographie, sur les congrès et les organes de direction du mouvement des conseils.

- aucune comparaison systématique avec d'autres mouvements de conseils régionaux (Hambourg, Munich, Ruhr, sud-ouest et centre de l'Allemagne, Haute-Silésie). La capitale du Reich a peut-être décisive dans la radicalisation politique des ouvriers en Allemagne après 1919, les conflits s'y exacerbant de manière particulière. Mais Berlin n'était pas l'Allemagne. L'éparpillement des réactions régionales a été l'une des causes de l'échec.
- L'insurrection armée des conseils dans la Ruhr aurait mérité une plus ample analyse, vu son ampleur (50.000 ouvriers armés) et son organisation militaire elle-même. Son isolement par rapport à Berlin, Hambourg et l'Allemagne centrale explique son échec devant la contre-offensive de l'État social-démocrate, appuyé par les corps francs.

*

* *

Weipert a néanmoins accompli un travail immense, minutieux, approfondi et très lisible, pour un profane, sur tout un pan oublié (et volontairement dissimulé par l'historiographie « libérale », SPD et/ou stalinienne) de l'histoire de la révolution en Allemagne.

Weipert ne pose guère d'alternative révolutionnaire dans l'Allemagne capitaliste actuelle. Le mouvement des conseils du futur apparaît comme une combinaison de réformisme anti-autoritaire et de démocratisme de base. Il déclare ainsi, dans une interview à l'influent quotidien berlinois [taz] (60.000 exemplaires, proche des verts, féministes et intellectuels de gauche) :

«C'est justement dans la combinaison d'approches démocratiques de base et socialistes que je vois une alternative importante à un réformisme trop prudent (???) et au modèle de socialisme autoritaire (???) de la RDA, qui a échoué à juste titre»⁴.

Malgré ses limitations, essentiellement politiques, le livre de Weipert mérite d'être connu d'un lectorat non germanique (anglophone, francophone, hispanophone, etc.). C'est un immense travail d'investigation au plus près de toutes les sources historiques disponibles dans les grands centres d'archives autrefois inaccessibles (en particulier le Fonds de la SAPMO à Berlin-Lichterfelde)⁵, qui met en exergue des acteurs essentiels du mouvement des conseils (Ernst Däumig, Richard Müller)⁶, qui n'oublie pas de mentionner ici et là l'activité révolutionnaire incontestable du KAPD, et manifeste une sympathie évidente pour tous les oubliés de la révolution des conseils.

Toute contribution pour une bonne traduction en français de la '*Deuxième révolution*' est la bienvenue. Elle se fera dans le sillage de celui entrepris en anglais par les éditions 'Historical Materialism', qui ont ouvert une souscription en ligne⁷.

Ce serait un jalon important dans la réappropriation du mouvement révolutionnaire des conseils en Allemagne, si méconnu et souvent totalement déformé par différentes idéologies dont le but est la conservation de l'ordre social existant.

Les événements dramatiques actuels (guerre en Ukraine, tensions militaires grandissantes dans la zone indopacifique et autour de Taiwan), dont la logique est le déclenchement d'une troisième guerre mondiale,

⁴ „Diese Räte waren von breiter Unterstützung getragen“ [Ces conseils jouissaient d'un large soutien] : <https://taz.de/!5230718/>

⁵ Archives SAPMO, à Berlin-Lichterfelde : <https://www.kommunismusgeschichte.de/forschen/bibliotheken/article/detail/stiftung-archiv-der-parteien-und-massenorganisationen-der-ddr-sapmo-berlin?>

⁶ Voir la somme de Richard Müller, reprint intégrale de ses trois volumes : Richard Müller: *Eine Geschichte der Novemberrevolution*, 14^e édition, Die Buchmacherei, Berlin, 2018.

⁷ Toledo Translation Fund : The Second Revolution by Axel Weipert : https://www.toledotranslationfund.org/the_second_revolution_by_axel_weipert?fbclid=IwAR1zt6RkW5_oEBsbF7WZJBh7oMgRr5J3xRgLLhZLL0KP4DgL-S2HPKm-tpA0

ne doivent pas enterrer la perspective révolutionnaire, ouverte par la crise actuelle du système capitaliste mondial (Chine dite «communiste» incluse...).

Une succession d'explosions massives du prolétariat - plus d'un siècle après la Russie en 1917, l'Allemagne en 1918, la Hongrie en 1919⁸ - pourrait inverser un cours tragique vers la guerre mondialisée. Celle-ci deviendrait inévitable, si le prolétariat international échouait à s'organiser de façon révolutionnaire en faisant surgir ses propres conseils ouvriers ayant une ***claire vision de leurs buts politiques : l'abolition du capitalisme et le surgissement d'une société communiste libre et sans exploitation.***

Ph. Bourrinet, le 9 décembre 2022.

⁸ Cf. brochure : Ph. B., *Le mouvement des conseils en Russie & Finlande, Allemagne, Autriche & Hongrie, 1917-1919*, Éditions 'moto proprio', Paris, décembre 1918. Prix : 3 €.